



Mardi 5 février

Grève et Manifestations

Pau, 10 h 30, Place de Verdun

Depuis de nombreuses années, les politiques menées au service du capital par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, territoriales et fiscales. Nos organisations syndicales n'ont cessé d'alerter les pouvoirs publics, de mobiliser dans les entreprises et les services publics contre les réformes régressives et pour une autre répartition des richesses produites dans le pays.

Gouvernement et patronat sont restés sourds et sont responsables de la crise actuelle. Ce ne sont pas les mesurette récentes annoncées par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes qui répondent aux urgences sociales.

Les **57 milliards d'euros** versés aux actionnaires des grandes entreprises démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs.

Au-delà des mobilisations des citoyen-ne-s depuis de nombreuses semaines, il est indispensable de construire le rapport de force nécessaire, notamment par la grève, pour imposer au patronat et au gouvernement la redistribution des richesses.

CGT, FO, FSU appellent les salarié-e-s, du privé et du public, les lycéen-e-s et les étudiant-e-s, les retraité-e-s, les privé-e-s d'emploi à se mobiliser ensemble par la grève et les manifestations pour obtenir :

- Une augmentation du Smic, du point d'indice de la fonction publique, de tous les salaires et pensions ainsi que des minimas sociaux ;
- Une réforme de la fiscalité : une refonte de l'impôt sur le revenu lui conférant une plus grande progressivité afin d'assurer une plus grande redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) qui pénalise les salariés et les ménages. Exigeons le paiement des impôts en France des grandes sociétés (ex. : GAFAM), une imposition plus forte des plus hauts revenus et sur la fortune ;
- La suppression des aides publiques aux entreprises (CICE, et exonérations diverses) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale ;
- Le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions ;
- Le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester ou le droit d'expression des fonctionnaires récemment remis en cause par le gouvernement.

Les organisations syndicales CGT/FO/FSU appellent à tenir des assemblées générales unitaires, sur tous les lieux de travail et dans tous les secteurs professionnels, pour réussir la grève et la manifestation du **5 FEVRIER 2019 et débattre des suites à donner dans la durée.**